

[Traduction]

Nous estimons qu'il nous faudra également près de 11 millions de dollars pour améliorer les communications entre les chercheurs de ce pays, c'est-à-dire faire ce qui est nécessaire pour qu'ils puissent communiquer par des revues spécialisées, des rencontres et des conférences.

Nous croyons que le Conseil devra investir environ 43 millions de dollars au cours des cinq prochaines années dans sa programmation stratégique, c'est-à-dire sa programmation ciblée, pour aider à résoudre certaines questions politiques et sociales de fond auxquelles fait face la société. Nous avons mis au point un programme stratégique portant sur des domaines tels que la gestion, les femmes et le travail, ou la famille et le changement social. Selon nos estimations, il faudra injecter environ 43 millions de dollars dans ces domaines.

Notre Plan quinquennal souligne la nécessité de renforcer les centres d'excellence, ce dont le gouvernement commence à prendre conscience. Nous estimons que le Conseil aurait besoin d'environ 20 millions de dollars pour créer les centres d'excellence dont a besoin le pays dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Vous avez ainsi une brève ventilation de ces 200 millions de dollars.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): J'ai quatre questions à vous poser.

Vous venez de parler de la nécessité de former des chercheurs du niveau du doctorat dans le domaine des sciences sociales. Y a-t-il un marché pour eux, actuellement? Trouvent-ils du travail?

M. Heintzman: Oui, mais pas nécessairement dans les universités. Dans celles-ci, la situation varie d'une discipline à l'autre.

Cela m'oblige à aborder le problème de la démographie universitaire. Comme vous le savez bien, on a de plus en plus le sentiment qu'il faudra recruter de nouveaux enseignants dans les années 1990 pour remplacer un professorat actuellement vieillissant et dont une proportion croissante de membres prendront peu à peu leur retraite. D'après nous, il faut absolument investir plus dans ce secteur si nous voulons trouver ces nouveaux enseignants.

L'une des raisons pour lesquelles nous avons lancé le programme des BRC est précisément que nous voulions conserver les meilleurs chercheurs existant au Canada pour nous garantir un bassin de recrutement universitaire dans les années 1990.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Qu'est-ce que le programme des BRC?

M. Heintzman: Ce sont les Bourses de recherche du Canada, dont j'ai parlé tout à l'heure.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Si nous ne parvenons pas à former suffisamment d'enseignants, pensez-vous que nous en arriverons à avoir dans nos collèges et universités des personnes d'origine étrangère qui viendront donner à nos jeunes des cours sur le gouvernement, l'économie et la sociologie du Canada? Est-ce probable?

M. Heintzman: Je ne suis pas sûr que le Conseil soit prêt à endosser une telle conclusion, mais plusieurs chercheurs rai-

[Traduction]

sonnables estiment qu'il y aura probablement pénurie d'enseignants dans ces disciplines, au Canada, dans les années 1990. Si nos établissements d'enseignement supérieur n'en produisent pas suffisamment, je suppose que certains devront venir de l'étranger.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): D'aucuns affirment qu'il est plus important de donner des emplois aux personnes qui ont obtenu une formation dans ces disciplines au Canada qu'aux personnes ayant une formation en génie, en physique ou en médecine. Qu'en pensez-vous?

M. Heintzman: Je crois que c'est incontestable. Le problème dépasse largement celui des bourses et de la formation professionnelle. Il s'agit en fait de l'importance que notre société veut bien accorder à la recherche en sciences sociales.

Le savoir-faire technologique, nous pourrions l'importer, même si cela n'était probablement pas une politique très sage. Par contre, nous ne pouvons pas importer la connaissance de notre pays, de ses institutions, de son tissu social.

Le président: Dans le même ordre d'idée, y a-t-il certaines disciplines dans lesquelles il est plus facile d'importer des spécialistes? Peut-on trouver ce que l'on veut un peu partout dans le monde ou les sources d'approvisionnement se tarissent-elles?

M. Heintzman: Cela varie d'une discipline à l'autre. Par exemple, dans les écoles de commerce, ce serait probablement très difficile car les États-Unis font face à un problème comparable, peut-être même pire. Dans d'autres disciplines, le problème ne serait pas aussi grave. Je vous rappelle que nous avons connu une période où nos universités ont dû recruter à l'étranger, et ont réussi à le faire, parce que nous n'avions pas investi suffisamment dans la formation de nos propres enseignants.

Le sénateur Stewart (Antigonish-Guysborough): Lorsque M. May est venu témoigner devant le comité, le 21 avril, il a décrit le programme dont nous discutons actuellement en disant qu'il touchait les sciences naturelles et le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada. Dans le procès-verbal de cette séance, je trouve cette affirmation, de lui:

Il y a deux mécanismes permettant aux contributions du secteur privé aux universités de produire des fonds de contrepartie pour le CRSNGC et les autres Conseils. Ce sont, premièrement, nos programmes de collaboration université-industrie, qui permettent au CRSNGC et au secteur privé de co-financer des activités de recherche dans les universités et, deuxièmement, les contributions ou les dons à la recherche et au développement fournis directement aux universités, sans intervention financière du CRSNGC, par exemple les campagnes de collecte de fonds ou les dotations.

Voici ma question: ces deux mécanismes peuvent-ils également s'appliquer à votre Conseil et, dans l'affirmative, quelle est leur importance relative, en termes de fonds de contrepartie?

M. Heintzman: Nous n'avons pas le même programme université-industrie que le CRSNGC. Comme je l'ai dit plus tôt, l'une des possibilités que nous analysons concerne la mise en